

La Réforme chinoise et la question de la génération 1960

MENG Yuqiu*

Department of French, School of European Languages and Cultures, Zhejiang International Studies University

***Corresponding Author:** MENG Yuqiu, Department of French, School of European Languages and Cultures, Zhejiang International Studies University, China

Abstract: This article traces the evolution of the generation of 1960, referring to those born between 1960 and 1969 in the Chinese context, along the timeline of the reform and opening-up process in China. In four parts, 1978-1991, 1992-2001, 2002-2012, and 2013 to the present, the article examines the generation of 1960's career progress in administration, media, industry and academia, four domains in which the political, economic and cultural elites exercise their influence, to explain that, deeply trapped in neoliberal ideology, the generation of 1960 is inadequate to play the leading role in the last phase of national revival for the upcoming decade in which a wrestling with the Western world centered around the United States will be inevitable.

Keywords: China, reform and opening-up, socialism, neoliberalism, globalization

1. INTRODUCTION

A l'approche du 20^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC), la question de succession à Xi Jinping, secrétaire général du Parti, se pose. Xi étant né en 1953 et Hu Jintao, son prédécesseur, en 1942, si tout se passait « normalement », quelqu'un de la génération née dans les années 1960 deviendra chef du Parti en 2022. Mais cela ne sera probablement pas le scénario. Le présent article prédit que la succession n'aura pas lieu parce que, bien que la nation chinoise « n'ait jamais été aussi proche de réaliser son grand renouveau », elle devra suivre sa propre voie en dépassant le modèle occidental en général et américain en particulier. Or, de toutes les générations vivantes en Chine, celle de 1960 est la moins capable de tenir à la façon chinoise qui entraînera certainement des conflits avec les Etats-Unis déterminés à entraver la montée chinoise à tout prix. La nation chinoise ne peut pas prendre le risque d'être dirigée par une élite politique inadéquate face à l'Amérique dans une lutte de vie ou de mort. Mieux vaut que le noyau dirigeant ayant Xi Jinping comme chef continue la direction du pays pour passer le gouvernail à une génération plus jeune au moment opportun.

A première vue notre jugement semblerait audacieux vu l'importance que les personnes de la génération 1960 — nées en 1960 au plus tôt et en 1969 au plus tard pour la présente étude — occupent déjà dans la plupart des institutions et entreprises de tous secteurs. Nous tenons pourtant que, les êtres humains étant produits de l'Histoire, la génération 1960 s'est formée et a évolué dans de telles circonstances historiques qu'elle est inadéquate pour assumer la tâche qui lui aurait incombé, à savoir accomplir la dernière phase du renouveau national. Dans ce qui suit nous tracerons à grands traits le parcours de cette génération depuis le début de la réforme jusqu'au moment actuel en nous concentrant sur les quatre sphères où s'exerce le pouvoir des élites en Chine : gouvernement, média, économie, université [1]. La périodisation se fait comme suit. La première étape va de 1978, l'année du commencement de la réforme, jusqu'à 1991, deux ans après le trouble de 1989. Pendant cette période, la future élite de la génération 1960 fut encore un corps étudiant profondément marqué par l'idéologie de la modernisation, et finit par jouer un rôle de catalyste dans une crise d'ordre politique. La deuxième étape s'étale de 1992, l'année du redémarrage de la réforme, à 2001, l'année de l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans cette période la génération 1960 commença à s'installer dans le milieu académique, à gagner du terrain dans les médias, ainsi qu'à faire les premiers pas comme administrateurs locaux ou chefs d'entreprise. La troisième étape va de 2002 à 2012, la génération joua des rôles prépondérants dans tous les quatre

domaines, les valeurs néolibérales réalisèrent une domination écrasante surtout à l'aide des nouveaux médias, souvent au détriment de l'intérêt national chinois. La quatrième étape est celle depuis 2013, l'année de l'arrivée de Xi Jinping au poste de chef de l'Etat. La réforme réaffirme sa vocation initiale socialiste, la génération 1960 dans l'ensemble s'avère inadéquate pour mener à bien cette cause dont l'enjeu est non seulement l'avenir de la Chine mais aussi celui de la géopolitique mondiale.

Relevant de la culture politique et des relations internationales, le présent article se veut un moyen de vulgarisation pour un public francophone. Nous réduirons donc au minimum les transcriptions de termes chinois en pinyin afin d'alléger la lecture. Dans le but d'orienter nos lecteurs en accord du sujet, nous ferons paraître entre parenthèses l'année de naissance de toutes les personnes mentionnées.

2. DU DEMARRAGE DE LA REFORME À LA CRISE, 1978-1991

La République populaire de Chine (RPC) établie en 1949 fut le résultat de plus d'un siècle d'effort de la nation chinoise cherchant à se redresser depuis qu'elle sombra, à partir du milieu du dix-neuvième siècle, dans un état de soumission face à un Occident expansionniste. Regagner le statut de grande puissance que le pays avait eu pendant de longues périodes de son histoire fut l'objectif que se donnèrent diverses forces d'ambition politique, dont le Parti communiste chinois (PCC) fondé en 1921. La jeune république socialiste remporta des exploits considérables dans les années 1950, mais la Révolution culturelle (1966-1976), expérimentation radicale, fut un échec cuisant. Avec le recul du temps on peut dire que l'essor après-guerre du capitalisme rendit les expérimentations de ce genre peu significatives [2] ; à l'époque, le traumatisme engendra l'envie presque névrotique de laisser derrière le mauvais souvenir et de changer de cap. La Chine rompit la recherche d'une modernité alternative [3] pour se tourner vers la théorie de la modernisation. Inventée en sciences sociales américaines dans les années 1950, cette théorie déplaça la dichotomie entre le capitalisme et le socialisme à celle entre « la tradition » et « la modernisation », pour attirer le Tiers monde en dehors des deux camps de la Guerre froide [4]. Avec le changement de paradigmes prit forme le sacro-saint couplage du terme « réforme et ouverture », car la Chine se considérant laissée « en arrière » fut convaincue qu'il faudrait tourner vers l'extérieur pour pouvoir « rattraper son retard » par rapport au monde « avancé ». L'ardeur chinoise pour la modernité trouva une incarnation concrète : désormais l'ancienne « Amérique impérialiste » devint un modèle à émuler. Les relations diplomatiques entre les deux pays furent établies en 1979, suivies de la visite de Deng Xiaoping (1904-1997) sur le sol américain la même année. Le gouvernement chinois commença à envoyer de jeunes talents étudier dans les pays comme les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon.

Dans la perspective de l'histoire mondiale, le monde sur lequel embarqua la Chine réformatrice était en voie néolibérale promue par Margaret Thatcher et Ronald Reagan [5]. L'Occident cherchait à délocaliser davantage les industries manufacturières selon la division du travail internationale. S'il fut clair pour le PCC, dès le début, que la réforme à son initiative et sous sa direction fut d'ordre économique et technologique, il y exista des tensions entre le « mouvement de libération de l'esprit » lancé par le Parti, et le « nouveau mouvement des Lumières » prôné par les intellectuels. Le document *Résolution à propos de quelques questions depuis la fondation de la République*, passé au 6^e plénum du 11^e Comité central du PCC en 1981, fit un bilan des « erreurs d'extrême gauche » culminant dans la Révolution culturelle dont le camarade Mao Zedong (1893-1976) fut tenu pour responsable. La réforme, d'après la rhétorique officielle, ouvrirait une nouvelle page en se focalisant sur le développement économique. En parallèle, un autre courant d'idée chez des *zhishifenzi*, « éléments de savoir » c'est-à-dire les intellectuels au sein du PCC et en dehors, alla plus loin. Selon cette ligne d'argumentation qui remonta l'histoire jusqu'au début du vingtième siècle, la sauvegarde de la patrie avait pris le dessus sur l'entreprise de la modernisation pour aboutir à l'établissement de la République populaire de Chine. La Chine avait pratiqué le socialisme « trop tôt », la Révolution culturelle avait eu lieu précisément parce que la RPC n'était pas encore un pays « moderne ». Maintenant que l'expérience socialiste échouée, il fut temps de renouer avec la chance manquée et reprendre l'entreprise interrompue d'illuminer l'esprit des Chinois ordinaires commencée par le mouvement du Quatre Mai 1919, avant la fondation du PCC. Cette tendance de méfiance, voire de défi envers le Parti qui risquait de faire sortir la Chine de l'orbite socialiste devint une force non négligeable dans l'effervescence d'idées pendant les années 1980.

La génération 1960 dont les plus jeunes allèrent de 9 à 22 ans et les plus âgés, de 18 à 31 ans pendant la période de 1978 à 1991, fut à jamais marquée par cette première phase de la réforme. L'élite de la

génération bénéficia du retour du *gaokao*, concours national d'admission à l'université, avatar de l'institution millénaire de la méritocratie chinoise, supprimé pendant la Révolution culturelle et restitué en 1977. Les premières promotions recrutèrent des étudiants plus âgés, de sorte que, au début des années 1980, l'enseignement supérieur rassemblait une cohorte d'étudiants de 16 jusqu'à 40 ans. Sur le campus universitaire devenu véritable creuset d'idées, les jeunes de la génération 1960 suivaient avidement leurs professeurs grands maîtres, souvent des *youpai* (« droitistes ») réhabilités, ainsi que leurs camarades de classe aînés. Descendants des lettrés traditionnels, les intellectuels incarnaient un patriotisme sincère et un vrai sens de mission, mais héritaient aussi des défauts de leurs ancêtres : sentimentaux, narcissiques, élitistes. Se considérant héritiers du mouvement du Quatre Mai, ils s'apprêtaient à jouer le rôle de disséminateurs de lumière. Mais limités par les conditions historiques, leurs connaissances de l'Occident furent partielles et leur réception sélective. Malgré le nombre spectaculaire d'ouvrages traduits en chinois dans cette période, en théorie littéraire, par exemple, Henry Eagleton fut absent : on croyait en savoir trop pour s'intéresser à encore un autre théoricien marxiste [6]. La visite de Fredric Jameson à l'Université de Pékin en 1986 fut aussi un non-événement, tant l'audience chinoise fut peu sensible à un critique de « l'inconscient du capitalisme tardif ». En 1987, lorsque le rapport du 13^e Congrès du PCC définit la Chine comme « au stade primaire du socialisme », la patience des intellectuels fut à bout. Le *Zeitgeist* névrotique finit par s'exprimer sous l'impulsion de la jeunesse. En 1988, un documentaire télévisé, *L'Élégie du fleuve*, explosa comme une bombe. Son metteur en scène Xia Jun (1962) était un employé à la Télévision centrale de Chine (CCTV) âgé de 26 ans, tandis que le script fut écrit sous la tutelle d'un aîné Su Xiaokang (1949), journaliste et écrivain. Radicalement pessimiste, ce programme qualifia la civilisation chinoise de « féodale », et la longue histoire du pays d'une succession de cycles dynastiques sans progrès. Quand la voix off dénonça les « cruautés despotiques », on vit sur l'écran des images répétées du président Mao saluant les gardes rouges en haut de la porte Tian'anmen, montage assimilant celui-ci à un empereur. Même Deng Xiaoping fut relégué au rang de « la bande des camarades de Mao Zedong ». La vraie cible, évidente pour les téléspectateurs habitués à l'allégorie, fut le système socialiste d'alors, jugé arriéré, et l'audace du programme alla jusqu'à lamenter que « la Chine n'eût pas su développer le capitalisme ». *L'Élégie du fleuve* marqua le nadir du moral national chinois, quand le complexe d'infériorité glissa vers une haine de soi. Les verdicts délirants vis-à-vis des pratiques révolutionnaires radicales choqueraient moins aujourd'hui si on les mettait dans le contexte historique mondial vers la fin de la Guerre froide : en France également, à l'approche du bicentenaire de 1789, on avait hâte de dire adieu à la révolution [7].

La génération 1960, ferme adepte de la théorie de la modernisation, ne se limita pas à des expressions discursives mais passa à l'action. En 1986, une première tentative de mouvement étudiant éclata, qui fut rapidement étouffée. L'année 1989 vit se ressurgir un mouvement social initié par des manifestations d'étudiants, instrumentalisé cette fois par d'un côté, la section du PCC favorable aux mesures de réforme plus libérales, pour qui Deng Xiaoping était devenu un obstacle, et de l'autre, le camp occidental caressant l'espoir de faire ébranler le « régime communiste chinois ». Du mois d'avril au mois de juin, les étudiants plantèrent leurs tentes sur la place Tian'anmen en attendant de « négocier » avec les chefs d'Etat, à l'aide logistique venue de Hong Kong et de Taiwan, ferventes forces anticommunistes. Des leaders tels que Wang Dan (1969), Chai Ling (1966), Örkesh Dölet (1968) devinrent figures emblématiques pour les médias domestiques et étrangers. Deux ans plus tard, beaucoup regarderont, bouche bée, Chai dire à la caméra « [s]a vie trop précieuse pour perdre comme ça, pour ces gens indignes », dans une interview filmée par des Américains le 28 mai 1989, c'est-à-dire quelques jours avant la nuit du 3 au 4 juin, quand le meurtre de soldats de l'Armée populaire de libération (APL) par des émeutiers décida Deng Xiaoping à chasser les gens de la rue pour faire revenir l'ordre.

L'incident du 4 juin fut une crise avec des conséquences graves. De 1989 à 1991, l'Occident fit bloc contre la Chine, lui imposant embargos et sanctions. Des dirigeants d'étudiants « vedettes » s'évadèrent de la Chine, tandis que la majorité des participants furent repérés pour être ensuite punis d'une façon ou d'une autre. Jin Canrong (1962), par exemple, chercheur à l'Académie chinoise des sciences sociales, subit l'interdiction d'aller à l'étranger pendant deux ans. Li Minqi (1968), passa deux ans en prison avant de pouvoir quitter le pays. De la génération 1960, le destin des étudiants envoyés à l'étranger avant 1989 en frais d'Etat fut grandement affecté, car la plupart finirent par rester dans leur pays d'accueil dans l'incertitude, au lieu de rentrer en Chine après l'obtention de diplôme

comme prévu. Pour donner quelques exemples, en ingénierie électronique, Zhang Yaqin (1966) eut son doctorat en 1989 et Zhang Hongjiang (1960) en 1991 ; Rao Yi (1962) eut son doctorat en médecine biologique en 1991 ; Chen Zhiwu (1962), Hu Zuli (1963) et Li Daokui (1965) obtinrent leur doctorat en économie en 1990, 1991, 1992 respectivement. Zhou Yongming (1963), en visite aux Etats-Unis en 1989, resta pour poursuivre un doctorat qu'il obtiendra en 1997. Eux et leurs pairs acquirent le statut légal de « résidents permanents » ou même la nationalité étrangère. Les membres de ce groupe auront leur rôle à jouer dans les décennies à venir.

3. DU REDEMARRAGE DE LA REFORME À L'INTEGRATION AU «MONDE», 1992-2001

La Chine fut le « perdant triomphant » de la Guerre froide dans le sens que le PCC fut toujours au pouvoir malgré la perturbation du 4 juin, en contraste avec l'effondrement du bloc de l'Est. Le trouble de 1989 ne changea pas la politique de la réforme et l'ouverture. Déjà en 1990 et 1991, en plein embargo, la Bourse fut ouverte à Shanghai et à Shenzhen. En 1990, un marché à terme sur les denrées fut ouvert à Zhengzhou dans le Henan, le premier du genre en Chine. Autant de signes forts de la ferme volonté chinoise de continuer l'intégration au « mainstream » international. Après la « tournée sud de 1992 », Deng Xiaoping, de sa position d'autorité, fit taire toute dispute idéologique au plus haut niveau de la direction en imposant le principe « Pas de discussion » (*bu zhenglun*), et le 14^e Congrès du PCC en 1992 passa la décision de mettre en place une « économie de marché socialiste ». L'Occident eut une attitude ambiguë vis-à-vis de la Chine : d'un côté, celle-ci perdit sa valeur stratégique contre l'URSS, qui ne fut plus, pour devenir un ennemi idéologique ; de l'autre côté, dans la mesure où le capital mondial avait besoin de transférer la manufacture bas de gamme à des endroits de main-d'œuvre moins chère avec des systèmes politiques stables, il n'y avait pas meilleur choix tant que la Chine s'offrirait à devenir « l'atelier du monde ». La décennie pourrait être considérée comme une course de la Chine vers l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se réalisa le 11 décembre 2001. Le camp occidental sous l'empire des Etats-Unis finit par réaccepter la Chine dans le système capitaliste globalisé avec l'espoir que celle-ci évoluerait politiquement vers « une démocratie comme les autres ».

Les années 1990 connurent un développement frénétique suivant la logique néolibérale aux exigences du « consensus de Washington » sans que le terme propre ne fût connu du grand public. L'intégration de la Chine à l'économie mondiale s'effectua à pas sûrs. Avec des prix parfois très chers. La privatisation, par exemple, d'un grand nombre d'entreprises appartenant à l'État (EAE) engendra le licenciement de 30 à 40 millions d'ouvriers. Un développementalisme à la poursuite du produit intérieur brut (PIB) causa de graves problèmes de pollution et de santé. Face aux grandes mutations, toutes les couches socioéconomiques durent se réadapter. La théorie de la « Triple représentation » de Jiang Zemin (1926), secrétaire général du PCC de cette période, selon laquelle le PCC devait toujours représenter les exigences du développement des forces productives avancées en Chine, l'orientation du progrès de la culture chinoise avancée, et les intérêts fondamentaux de l'immense majorité de la population chinoise, visa à garder les membres du Parti qui deviendraient chefs d'entreprise privées ou privatisées, plutôt qu'à accueillir comme nouveaux membres des hommes d'affaires. Bien que la dissonance fût étouffée au niveau officiel, les avis furent partagés sur la direction à suivre pour la nation, et dans la société une cacophonie se fit entendre [8]. La nostalgie de l'époque de Mao se manifesta dans le milieu populaire ainsi que parmi des intellectuels : une vogue de « chansons rouges » évoqua un passé où la classe ouvrière était maître du pays, tandis qu'en 1994, *Regarder la Chine d'un troisième œil*, publié sous le nom d'un « sinologue allemand » mais qui fut en fait l'œuvre de l'écrivain chinois Wang Shan (1953), fit sensation avec ses appréciations positives du président Mao. Les universitaires, qui avaient joui d'une autorité incontestable la décennie précédente, subirent le coup, désemparés depuis leur tour d'ivoire, de ne plus être écoutés. Les uns lamentèrent la disparition de « l'esprit humaniste » maintenant que l'argent parlait. D'autres se tournèrent vers les études classiques, cherchant dans la sagesse traditionnelle et surtout les pensées confucianistes, du réconfort et des remèdes contre le chaos et les maux « postmodernes ». Encore d'autres, en plus petit nombre, dont Dai Jinhua et Wang Hui, tous deux nés en 1959, firent des séjours aux Etats-Unis comme chercheurs en visite, où ils eurent l'occasion de connaître la théorie de critique occidentale, qui leur fournit de nouvelles perspectives sur la réalité chinoise. Tout en mettant en œuvre la stratégie de contact envers la Chine dans l'ultime but de la transformer, l'Amérique des années Bill Clinton (1993-2001) n'hésita pas à nuire aux intérêts nationaux chinois. Des incidents cauchemardesques jalonnèrent les années 1990, dont l'inspection du navire de transport Yinhe, la

crise du détroit de Taiwan, et le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en Yougoslavie. Le gouvernement chinois priorisa l'économie et adopta la stratégie de « se faire petit » dans l'arène politique internationale, quitte à avaler les humiliations et à réprimer les fureurs populaires. Sinon pour le 11 septembre, suite auquel l'administration George W. Bush allait s'ensevelir dans la « guerre contre le terrorisme », on ne saurait où se seraient allées les relations sino-américaines, mal parties avec la collision entre un avion militaire chinois et un avion d'espionnage américain en avril 2001.

Quant à la génération 1960, pendant cette période, les plus jeunes allèrent de 23 à 32 ans, les plus âgés, de 32 à 41 ans. Profondément marquée par l'esprit des années 1980, cette génération se félicita que, l'épisode du 4 juin mis entre parenthèses, la réforme continuât. Largement convertie à la théorie de la « fin de l'Histoire », elle embrassa avec enthousiasme la rhétorique de « se joindre au mainstream international » et dans la plupart des cas les critères internationaux voulaient dire américains. En dehors de quelques figures exceptionnelles comme Chen Min'er (1960), secrétaire général du district de Shaoxin du Zhejiang, puis du groupe médiatique *Quotidien du Zhejiang*, et Hu Chunhua (1960), chef du Parti dans le Xizang (Tibet), cette génération fut trop jeune encore pour occuper des postes de direction dans le gouvernement même au niveau de district (*xian*), le plus bas des échelons à grimper. Par contre, elle commença à réaliser des percées dans les médias, l'académie et l'industrie. A l'époque la télévision était le moyen de communication prépondérant ; à la CCTV, chaîne nationale publique qui subit des transformations importantes [9], tout un groupe de jeunes professionnels, comme Shui Junyi (1963), Bai Yansong (1968), Yang Lan (1968) et Zhou Tao (1968), virent lancer leur carrière de renom national comme présentateur de journal ou animateur de programme de divertissement. De nouvelles émissions furent mises en place. *Horizon oriental* débuta en 1993 comme le premier journal télévisé matinal à commencer dès 7 heures, prétendument en suivant « les conventions américaines ». En 1994, *Focus*, un programme de reportage d'investigation, où les journalistes exposèrent des problèmes avec parfois la caméra braquée sur des fonctionnaires locaux pris de court, souffla un air frais pour les téléspectateurs blasés des reportages toujours élogieux. La presse papier jouissait d'un lectorat considérable. Le groupe Nanfang Daily, appartenant au Département de communication du Comité du Parti de la province du Guangdong, gagnait un lectorat national avec des reportages d'investigation, et deviendra « l'école militaire du journalisme libéral », car toute une armée de journalistes de tendance libérale acquerront leur panoplie en collaborant avec ce titre. Les maisons d'édition florissaient sur un marché en formation qui offrait d'immenses opportunités. En 1996, un livre intitulé *La Chine peut dire non*, œuvre collective d'un groupe de jeunes dont Song Qiang (1964) et Zhang Xiaobo (1964), remporta un succès fulgurant : trois millions d'exemplaires vendus, sans compter un nombre inconnu d'éditions pirates. Les principaux médias occidentaux firent beaucoup de bruit à propos de ce bestseller qu'ils prirent pour symptôme du « nationalisme chinois déferlant », tandis que pour les lecteurs chinois, l'attrait du livre résida dans la spontanéité des sentiments patriotiques renforcée par la vivacité du style. Il est vrai, également, que les auteurs firent preuve d'un sens aigu de marketing, tirant plein profit de l'indignation populaire, bien justifiable d'ailleurs, envers les agressions des Etats-Unis durant la décennie.

Pendant cette période 1992-2001, la génération 1960 ne cessa de bénéficier des politiques privilégiant l'éducation. En 1995, la Chine établit la stratégie de « redressement national par la science et l'éducation ». La même année vit naître « le Projet 211 », et trois ans plus tard « le Projet 985 », l'un comme l'autre visant à rehausser l'enseignement supérieur chinois au « niveau international ». Pour les élites de la génération qui continuèrent leur éducation supérieure, ce fut le temps des deuxième et troisième cycles, formation vigoureuse qui fit d'eux des technocrates compétents, ou des chercheurs de première classe. Parmi le second groupe se trouvent Yang Wei (1963), futur concepteur du Chengdu J-20, avion de chasse furtif, qui devint en 1992 chef de la division où il travaillait depuis 1985 au sein de l'Institut de conception et de recherche aéronautique de Chengdu, puis ingénieur en chef et directeur adjoint du même Institut à partir de 2001. Ou encore Chen Wei (1966), future cheffe d'équipe qui produira un vaccin contre la Covid-19, qui eut son doctorat en médecine en 1998 puis fut mise sur la liste nationale des talents en médecine militaire. Les travaux de recherche aboutissant au lancement du vaisseau spatial Shenzhou-1, ainsi qu'à la mise en marche du superordinateur Shenwei (ou Sunway), tous les deux réalisés en 1999, trempèrent une bonne partie des chercheurs de la jeune génération dans les technologies de pointe.

Pendant les années 1990, un flux stable d'étudiants chinois alla à l'étranger poursuivre les études de master et de doctorat. Tout d'abord un mot sur les anciens leaders d'étudiants exilés. Installés aux Etats-Unis ou en Europe pour la plupart, ils furent récompensés par des prix, des titres, ou encore l'entrée à des universités les plus prestigieuses. Mais avec le passage du temps la sympathie pour eux s'érodait au fur et à mesure que leur autorité morale s'effondrait : se permettant d'être utilisés comme des outils anti-chinois, leur recours aux mensonges saugrenus dans le seul but de diaboliser leur pays d'origine finit par les discréditer aux yeux de tous. Concernant les nouveaux étudiants, leurs disciplines varièrent, sciences dures, sociales, humaines, rien n'y manqua. La Chine laissa partir « la crème de la crème » de sa jeunesse, comptant sur leurs contributions à long terme. De façon extraordinaire, le concept même du « grand renouveau de la nation chinoise » fut annoncé au monde pour la première fois par Jiang Zemin, en 1997, lors de sa conférence sur le campus de l'Université Harvard pendant sa visite d'Etat en Amérique. Assis dans l'auditorium furent des étudiants chinois venus des environs de Boston, dont la plupart étaient de la génération 1960. Une minorité rentra en Chine tout de suite après l'obtention du doctorat, tel un Yao Yang (1964) en économie, un Pan Wei (1964) en science politique, tous deux retournés à l'Université de Pékin, leur alma mater, pour y devenir professeurs. La plupart des diplômés s'installèrent à l'étranger. Les meilleurs se procurèrent de solides réputations scolaires, comme les biologistes Rao Yi (1962) à l'Université Washington à Saint-Louis et Shi Yigong (1967) à l'Université Princeton, les politologues Zheng Yongnian (1962) à l'Université nationale de Singapour et Cui Zhiyuan (1963) au MIT, l'économiste Li Daokui (1965) à l'Université du Michigan, le spécialiste en informatique Zhu Songchun (1968) à l'Université de Californie. Les activités de ces personnalités ne se confinèrent pas aux sphères de la recherche. Hu Zuli (1963), jeune économiste éminent, travailla au Fonds monétaire international (FMI) avant de devenir responsable de l'Asie chez Goldman Sachs ; à partir de 1996, Hu assumait également un poste à la Faculté d'économie et de gestion de l'Université Tsinghua, où il fut rejoint en mars 2002 par Li Daokui basé cette fois à Hong Kong. De 1995 à 2004, Zhang Tao (1963), ancien élève de Tsinghua puis économiste formé aux Etats-Unis, travailla à la Banque mondiale puis à la Banque asiatique de développement. Zhang Xin (1967), docteur en finance de l'Université Columbia, fut, de 1997 à 2001, spécialiste à la Division de développement finance de la Banque mondiale à Washington. De 2001 à 2002, Chen Zhiwu (1962), de son poste prestigieux de professeur de finance à l'Université Yale, se vit confier une rubrique dans la revue *Xincaifu* (nouvelle fortune) sponsorisée par les autorités de la province du Guangdong, où il débita connaissances et conseils sur la Bourse, l'investissement, et la finance à un lectorat chinois pionnier en la matière, jouant ainsi un rôle dans la financiarisation de la presse à l'échelle mondiale pendant les années 1990 et au-delà, y compris dans les pays émergents [10].

La tendance néolibérale de la Chine de cette époque n'échappa pas à l'attention des chercheurs de la génération 1960 en sciences humaines et sociales qui, par rapport à leurs aînés, connaissaient mieux « le monde ». A l'étranger, les étudiants les plus brillants, comme Zhang Xudong (1965), doctorant de Fredric Jameson en littérature, et Zhao Yuezhi (1965) en étude de communication sous la direction de Dan Schiller, portèrent un regard critique sur la Chine dans leurs analyses. A l'intérieur, de jeunes enseignants-chercheurs tels que Han Yuhai (1965) à l'Université de Pékin et Han Deqiang (1967) à l'Université Beihang remirent en question le coût social de la réforme en cours, surtout le sort des ouvriers licenciés. Une dispute éclatée vers la fin du siècle [11] et continuée jusqu'au début des années 2000 opposa les promoteurs de « l'efficacité » et les défenseurs de « l'équité ». Les derniers, auxquels se joignit Cui Zhiyuan contribuant depuis l'Amérique, furent nommés « la nouvelle gauche » par leurs adversaires, appellation empruntée à la « New Left » britannique des années 1970. Wang Hui, qui refusa la désignation de chef de file dudit groupe imposé par le camp libéral, exerça une influence indéniable sur les cadets par la profondeur et l'envergure de ses travaux et pensées.

Les échanges et interactions entre la Chine et les Etats-Unis, par le biais de la mobilité humaine, eurent leur rôle à jouer dans le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC). Le 20 avril 1994, la Chine fut connectée à Internet pour la toute première fois. Mais déjà en 1992, un certain Ma Yun (Jack Ma 1964), enseignant d'anglais à l'université, entendit parler d'Internet par un ami américain venu de Seattle. Aussi en 1992, Qiu Bojun (1964), PDG d'une société de logiciel, Kingsoft, recruta un jeune talent Lei Jun (1969), à qui il confia la branche de Pékin deux ans plus tard. En 1995 Ma Yun créa la première compagnie d'Internet chinoise. En 1996, Zhang Zhaoyang (Charles Zhang 1964), docteur en physique rentré en Chine comme représentant d'une

compagnie américaine, fonda une société d'Internet par hedge fund, la première du genre en Chine, dont le nom changera en Sohu. Les dernières années du vingtième siècle témoignèrent de la naissance de presque tous les futurs poids lourds chinois en informatique. En 1997, Ding Lei (William Ding 1971), bien expérimenté malgré son jeune âge, monta sa propre société NetEase. En 1998 naquirent Sina, site portail fondé par Wang Zhidong (1967), et Tencent co-fondé par Zeng Liqing (1970), Ma Huateng (Pony Ma 1971), Xu Chenye (1971), Chen Yidan (1971), et Zhang Zhidong (1972), les quatre derniers issus de la même promotion à l'Université de Shenzhen. L'année 1999 fut féconde : Ma Yun se consacra entièrement au commerce en fondant Alibaba. Li Yanhong (Robin Li 1968), rentré en Chine après huit ans d'étude et de travail au Wall Street puis au Silicon Valley, lança Baidu, un moteur de recherche en ligne. Il y eut encore Ctrip, un site de billetterie pour voyage et tourisme, co-fondé par quatre jeunes ambitieux, Fan Min (1965), directeur général du Service de voyage international de Shanghai (SCITS), Ji Qi (1966), cadre supérieur en informatique, Shen Nanpeng (1967), MBA de l'Université Yale et responsable du marché chinois chez Deutsch Bank, et Liang Jianzhang (1969), diplômé de l'Université Stanford et conseiller chez Oracle. Se rendant compte du potentiel chinois en informatique, Microsoft établit un centre de recherche en Chine en 1998, rebaptisé Microsoft Research Asia (MSRA) en 2001, dont l'équipe de direction rassembla trois figures de classe mondiale : Zhang Hongjiang (1960), Li Kaifu (Kai-fu Lee 1961), et Zhang Yaquin (1966) qui fut le plus jeune élu dans l'histoire centenaire de l'Institut des ingénieurs en électronique et électrique (IEEE en anglais). Très rapidement le MSRA devint un centre de recherche parmi les plus prisés du monde. On n'exagérerait pas beaucoup en disant que, grâce à l'esprit d'ouverture combiné aux capacités d'émulation et de création, la Chine arriva à ne pas manquer la nouvelle vague de technologie révolutionnaire dès sa phase initiale, gagnant un immense avantage concurrentiel par rapport à l'Europe, par exemple, qui ne réussira pas à développer des écosystèmes locaux en la matière.

4. L'APOGÉE DU NEOLIBÉRALISME ET LA CHIMÈRE DE « LA CHIMERICA », 2002-2012

L'époque de 2002 à 2012 est souvent appelée « la décennie Hu-Wen » en raison du duo de Hu Jintao (1942), secrétaire général du Parti, et Wen Jiabao (1942), premier ministre parfois même plus populaire grâce à son style bonhomme. L'intégration économique de la Chine au capitalisme mondial produisit son plein effet. En terme de PIB, elle dépassa la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon en 2005, 2006, 2007 et 2010 successivement pour devenir la deuxième plus grande économie du monde et la première en manufacture. La suprastructure, si elle ne changea pas encore de nature, évolua de telle façon que des groupes d'intérêts se furent formés. La Chine connut alors la division entre les élites et les masses, phénomène typique d'une société néolibérale comme ailleurs dans le monde. La proto-bourgeoisie comprit une partie des rangs élevés du PCC, des propriétaires d'immobilier, des hommes d'affaires, des professions libérales. Indubitablement parmi ceux ayant bénéficié le plus de la réforme, ces « citoyens du monde » épousant les « valeurs universelles » — comprenez « américaines » — portèrent haut et fort l'étiquette de « libéraux ». La domination néolibérale se réalisa grâce à l'arrivée de la vraie « ère des médias ». Sur tous les vecteurs, que ce soit la presse imprimée comme les groupes Nanfang, Caijing, Caixin et Xinjingbao etc., la télévision comme CCTV, les plateformes comme le blog puis le Weibo, ou encore les réseaux sociaux, furent prêchés la primauté du marché, « l'Etat de droit », « le constitutionnalisme » etc. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'apparition de la drôle d'espèce d'« intellectuels publics » dont la puissance fut immense. Il s'agit d'un amalgame d'individus, journalistes, comédiens, avocats, universitaires, hommes d'affaires dont les militants les plus bruyants furent par exemple Ren Zhiqiang (1951), gourou de l'immobilier, et Han Han (1982), écrivain, automobiliste de course et cinéaste. L'offensive du camp néolibéral s'opéra sur deux fronts : un révisionnisme de l'histoire, y compris un dénigrement débridé à l'égard de Mao Zedong ; un antagonisme vis-à-vis du gouvernement. Les masses populaires cueillirent dans tous les domaines de la vie de réels gains, qui furent malheureusement contrebalancés par les « trois nouvelles montagnes d'oppression », à savoir l'éducation, le logement et la santé, en proie à la commercialisation. Le grand public n'eut pas beaucoup de choix autre que de se laisser bombarder par des courts textes acides (*duanzi*) qu'inventèrent les « leaders d'opinion » contre les autorités, anesthésier par l'industrie de divertissement, et manipuler par les démagogues libéraux habiles à canaliser la rancune populaire vers le PCC. N'empêche que chaque année, le 26 décembre, la foule venue nombreuse des quatre coins du pays fêta l'anniversaire du président Mao à son village natal de Shaoshan dans le Hunan. Le pouvoir

central de cette époque, le plus faible en comparaison avec son prédécesseur et son successeur, adopta une politique de réconciliation. La directive de Hu Jintao, « Pas de détours en Z » (*bu zheteng*), chercha péniblement à maintenir la stabilité indispensable pour la « société harmonieuse » du discours officiel. A l'approche de deux dates marquantes, l'année 2008, trentième anniversaire de la réforme, et l'année 2009, soixantième anniversaire de la République, beaucoup de vacarme se fit entendre opposant les trente ans avant le commencement de la réforme et les trente ans depuis, dans le but de condamner les premiers.

On aurait cru que le tsunami financier déclenché en 2008 qui démonétisa le néolibéralisme même au sein de l'Occident, au moins dans les retombées immédiates, ferait repenser aux élites chinoises leur engouement pour le modèle américain. Il n'en fut rien. Toute cette période fut marquée par l'euphorie de certains Chinois à l'égard de l'état symbiotique entre la Chine et les Etats-Unis. Ces derniers, occupés par la guerre « contre le terrorisme », détendirent les relations avec la Chine pendant les années de Bush junior. Les deux économies étaient devenues tellement imbriquées qu'en Chine on alla jusqu'à parler du « mariage » des deux pays, on accueillit chaleureusement l'idée d'un « G2 » que Fred Bergsten proposa en 2005 et puis celle de « la Chimerica » (on garde le terme en anglais) inventée conjointement par Niall Ferguson et Moritz Schularick en 2006. La majorité néolibérale des élites chinoises fit preuve de manque de jugement spectaculaire sur plusieurs fronts. Elle fut aveugle aux progrès chinois en technologie de pointe frustrant des joueurs américains. Dès 2005, par exemple, Yahoo ! arrêta son fonctionnement sur le marché chinois, et en 2010, Google se retira de la Chine continentale cachant sa défaite sous le prétexte de la « censure chinoise ». En 2008 cette élite néolibérale incita le gouvernement chinois à courir au secours de Wall Street prétendant que « sauver les Etats-Unis, c'est sauver la Chine ». Le 19 novembre 2009, *Nanfang Week-end*, journal de propension libérale appartenant au comité provincial du Parti du Guangdong, auquel Barack Obama en visite de Chine accorda son interview exclusive, en publia le texte avec la moitié de la page en blanc, suggérant par ce geste que le contenu fut incomplet pour avoir été censuré par les autorités chinoises. Plus tard il s'avéra qu'il s'agit d'une mise en scène, que l'interview publiée fut déjà intégrale. La manœuvre style « cinquième colonne » fut d'autant plus pathétique par rapport aux stratégies que l'Amérique d'Obama à peine sortie de la crise économique s'empressa d'adopter, comme le « pivot vers l'Asie » en 2011, le « rééquilibrage de la région asie-pacifique » en 2012, tous deux en vue d'entourer la Chine et de balancer son influence militaire « anticipée ».

En somme, de 2002 à 2012, surtout à partir de 2008, le rapport de force entre les Etats-Unis et la Chine muta petit à petit en faveur de la dernière, tendance échappant presque totalement à la plupart des élites chinoises converties au néolibéralisme. Il en alla de même pour la génération 1960, dont les plus jeunes allèrent pendant cette période de 33 à 43 ans et les plus âgés, de 42 à 52 ans. Dans une large mesure, le rêve de leur jeunesse s'était réalisé : la Chine faisait partie du « monde ». En raison de l'osmose des sphères de médias, d'académie, d'économie et d'industrie où ils étaient devenus des piliers, les personnes de la génération formèrent des réseaux para-académiques et pan-chinois, lesquels leur permirent d'exercer de fortes influences. A partir du milieu de la première décennie du nouveau siècle, un terme spécial, *haigui* (« tortues de mer qui reviennent »), fut inventé désignant les anciens étudiants revenus de l'étranger. Par contre, les anciens dirigeants exilés perdirent presque toute signification. Que ce soit en sciences dures, humaines ou sociales, des chercheurs éminents apportèrent leurs contributions au niveau concret mais aussi d'encadrement et de vision. Rao Yi (1962) renonça au passeport américain pour regagner la Chine. Shi Yigong (1967) débuta les préparations pour l'Université Westlake, l'université privée la plus ambitieuse de Chine. Zhang Xudong (1965) enseigna aux étudiants de trois cycles à l'Institut des hautes études relevant de l'Université de Chongqing. Zhao Yuezhi (1965) devint professeure invitée à l'Université de Pékin où elle dirigea des thèses. En 2004 la Banque populaire de Chine recruta des Etats-Unis Zhang Xin (1967), Zhang Tao (1963), et Li Bo (1972), les deux derniers seront un jour vice-présidents du FMI. Cependant ces chercheurs loin des médias furent minoritaires par rapports aux savants vedettes propageant les valeurs néolibérales via des interventions publiques, surtout en économie et finance. Chen Zhiwu (1962), en conférence perpétuelle, vanta les vertus du marché financier. C'est lui qui fit figure d'autorité dans deux documentaires télévisés à la CCTV en 2010, *L'histoire de la compagnie*, et *Wall Street*, ce qui fut plus qu'ironique au moment où « les 99% » manifestaient en face de la Bourse de New York. Pendant les années Hu-Wen, deux tendances de pensées facilitèrent la progression de l'idéologie néolibérale que véhicula la diaspora chinoise. L'une fut de concevoir

l'identité chinoise en termes ethniques, brouillant la ligne entre les ressortissants chinois, ceux nés en Chine devenus plus tard citoyens étrangers, et les descendants étrangers d'origine chinoise. Hu Shitai (Stern Hu 1963), citoyen australien représentant le groupe Rio Tinto, un des plus grands fournisseurs de minerais de fer à la Chine, profitant de la confiance aveugle qu'on lui fit, eut fait perdre 700 milliards de yuans aux entreprises chinoises lorsqu'il fut accusé en 2009 d'espionnage industriel. Gao Xiaosong (1969), critique de musique, de nationalité américaine mais vivant exclusivement en Chine, tint un talkshow où il opina sur tout, débitant des absurdités sur l'histoire chinoise. L'autre tendance fut la primauté de « la Chine plus grande », c'est-à-dire la RPC plus Hong Kong, Macao et Taiwan, les trois derniers prétendument plus « modernes » et en même temps conservateurs de « l'essence chinoise ». Pour Chen Xiaoqing (1965), producteur de *La Chine sur le bout de la langue*, documentaire gastronomique à succès paru en 2011, les chefs cuisiniers dignes de ce nom venaient tous en dehors de la Chine continentale, tandis que les provinces abritant les principales bases de la révolution communiste furent exclues dans ce programme de six épisodes [12]. Le programme phare de la chaîne PHTV basée à Hong Kong, *Causerie à trois*, avec Dou Wentao (1967) comme l'âme du trio, parla de tout sujet y compris les actualités d'un point de vue libéral même subversif. Li Kaifu (1961), né à Taiwan et formé aux Etats-Unis, auréolé de son statut de responsable de MicroSoft puis de Google en Chine, rédigea, de 2000 à 2009, sept lettres ouvertes à la jeunesse chinoise. Ses leçons à « réussir la vie » furent recueillies en trois livres publiés par la Maison d'édition du peuple, spécialisée en classiques marxistes et œuvres des dirigeants du Parti, ce qui montre à quel point les organes officiels furent imprégnés de valeurs libérales. Li joua également un rôle de mentor pour la jeune génération de grandes personnalités en informatique, investissant par exemple en 2010 sur le site web Zhihu, communauté pour « le partage des connaissances » fondé par Zhou Yuan (1980), qui deviendra la décennie suivante une base importante des pensées libérales. Un utilisateur actif des réseaux sociaux, Li sortit un livre *Weibo, pour tout changer* en 2010 aux Presses de l'Université de finance et économie de Shanghai. Ceux qui se demanderaient ce que l'auteur aurait aimé « changer » exactement sont priés de considérer les mots, devenus célèbres, de Li Kaifu lui-même sur son compte Weibo le 23 avril 2012 : « les rumeurs ne sont que des prédictions qui courent un peu trop en avance », à la lumière de l'effet que les rumeurs délibérément fausses auraient causé dans des temps troubles, comme au « Printemps arabe », entre autres.

La prédominance néolibérale s'avéra aussi chez l'élite « indigène » de la génération 1960, bien qu'il faille nuancer au niveau individuel selon la discipline et le domaine d'activité. Généralement parlant, les cercles scientifique, technologique, industriel et militaire se tinrent à l'écart des querelles idéologiques et gardèrent des profils bas. Des figures les plus brillantes, telles que Yuan Jiajun (1962), directeur général des vaisseaux aérospatiaux Shenzhou-2 jusqu'à Shenzhou-5 ; Yang Xuejun (1963), ingénieur en chef du supercalculateur Tianhe-1 qui remporta le premier rang mondial pour l'année 2010 ; Yang Wei (1963), responsable de l'avion Chengdu J-20 qui effectua son vol inaugural en 2011 ; ou encore Zhang Zheng (1969), premier capitaine du premier porte-avion chinois, Liaoning, entré en service en septembre 2012, furent peu connus en dehors des forums de passionnés amateurs. Les sciences sociales et humaines offrirent un autre paysage. Dans la réforme de l'enseignement supérieur démarrée la fin des années 1990 et continuée pendant cette décennie, presque toutes les disciplines furent réorganisées selon le modèle américain [13], il est donc bien compréhensible que celles porteuses d'idéologie fussent plus vulnérables aux pensées néolibérales. En droit, journalisme et économie, il ne fut pas rare d'utiliser simplement les manuels américains, surtout dans les meilleures universités. Rien d'étonnant à ce que ces facultés fournissent toute une armée de réserve d'« intellos publics » parmi les enseignants aussi bien que les élèves. Le 5 avril 2003, quinze jours après le début de l'invasion de l'Irak, Jiao Guobiao (1963), maître de conférence en communication à l'Université de Pékin, publia un poème intitulé « Aux soldats américains » dans lequel on lit « si dans cette vie je dois mourir de feu de guerre, / que je sois tué par une missile précise américaine ». Le ton fut bien représentatif de sa génération qui regardait les Etats-Unis comme « le phare de l'humanité ». A la même institution, He Weifang (1960) et Zhang Qianfan (1964), tous deux professeurs de droit, n'épargnèrent rien pour préconiser le « constitutionnalisme » visant directement le statut du parti au pouvoir du PCC. On plaça les périodiques étrangers devant les revues chinoises dans les grilles d'évaluation de performance des enseignants-chercheurs. On établit de nouvelles mesures sur la promotion, comme un séjour de six mois minimum à l'étranger pour tout avancement du grade de lecteur au grade de maître de conférence. Un court séjour aussi superficiel finit souvent par renforcer

les impressions stéréotypées de « l'étranger avancé » et ironiquement, le travail d'infiltration des services de renseignement des pays d'accueil chez ces chercheurs chinois en échange fut bien fructueux. La vogue de « se dorer » via les formations à l'étranger gagna aussi les rangs du PCC. Le programme le plus important fut un séminaire sur la gestion publique tenu conjointement par le Centre d'études de développement relevant du Conseil des affaires de l'Etat de Chine, l'Ecole de politique publique et de gestion de l'Université Tsinghua, et le Kennedy School de l'Université Harvard. Initié en 2001, ce programme décolla l'année suivante pour aller jusqu'à la 13^e édition en 2015. Chaque année une soixantaine de hauts fonctionnaires de diverses provenances, choisis par concours et sur dossier, passaient six semaines d'étude enfermés sur l'un puis l'autre campus, nouant des amitiés qui dureraient longtemps après classe. Le chiffre seul des cadres supérieurs du Parti qui seraient passés par le programme impressionne, certes, mais encore plus grave, ces technocrates d'élite dont une grande partie était de la génération 1960, qui succéderont aux postes de chefs à l'échelon provincial, ministériel et même central, acquièrent l'habitude d'égaliser la gouvernance au simple management, et de penser uniquement en termes économiques, ce qui donnera bien des soucis au pouvoir central la décennie suivante. Dans les médias, le groupe Nanfang Daily réussit à installer en 2003 un journal filial *Xinjingbao* dans le Nord, avec Dai Zigeng (1963) comme président et Yu Huafeng (1968) comme manager général. Cheng Yizhong (1965), son rédacteur en chef de 2004 à 2005, confessa en 2020 que l'équipe de *Xinjingbao* caressa l'ambition d'aider la « réforme politique » sous Hu-Wen. Le titre joua au sensationnel, toujours prompt à semer de fausses rumeurs au détriment du gouvernement et des autorités. En septembre 2011, le journal passa sous l'autorité directe du Département de communication de la municipalité de Pékin, sans pour autant changer son orientation. A l'approche du 18^e Congrès du PCC, les médias aux mains des libéraux intensifièrent les offensives, laissant courir des rumeurs que le pays irait vers plus de libéralisme. En 2010, fit irruption dans le pandémonium du parler médiatique, un nouveau terme *dailudang* (« guide »), appellation que se donnèrent ceux qui prétendirent que, si jamais les Américains étaient sur le sol chinois comme envahisseurs, ils leur monteraient volontiers le chemin. En août 2012, à deux mois du 18^e Congrès, parut sur le site web de *Caixin*, un journal spécialisé en finance et économie, une évaluation de la décennie Hu-Wen en critiquant « l'insuffisance de réforme vers la démocratisation ». L'auteur de l'article, Deng Yuwen (1968), fut un éditeur au *Xuexi Shibao*, journal de l'Ecole du Comité central du Parti. Qu'un ballon d'essai sortît d'un tel endroit témoigna autant de l'impatience du camp libéral que du laxisme idéologique.

En contraste, les voix plutôt de « la gauche » peinèrent à se faire entendre durant la période. Comme nous avons dit plut haut, dans la presse écrite, à la télévision, sur Internet, régnait un rapport de force extrêmement inégal. Oui, il y avait la censure ; mais à l'inverse de ce qu'on croit : les administrateurs de forums chez les plus grands sites étant le plus souvent néolibéraux voire des Hong Kongais ou des Taiwanais, ceux-ci ne laissaient pas passer les commentaires en défense du peuple et des intérêts chinois. Soyons donc clair : sur Internet chinois, ce fut les opinions favorables aux positions présumées orthodoxes qui se firent éliminer. Le site Wuyou zhixiang (« utopie ») établi en 2003 abrita des esprits hétérogènes, de la tendance réformiste appelant un socialisme démocratique jusqu'à l'extrême gauche rêvant du retour de la Révolution culturelle, le plus grand dénominateur commun de tous étant l'opposition au culte des Etats-Unis. Ce site et quelques autres semblables firent l'objet permanent de calomnie et de ridicule du mainstream libéral, et leur premier souci fut la survivance à cause de la pénurie financière. Ce fut vers la fin de cette période, en 2011, que Li Shimo (Eric Li 1968), investisseur en capital-risque et politologue, créa *guanacha.cn*, plateforme qui deviendra une sorte de bastion de la gauche solidement financé. Vu l'environnement hostile à la gauche, dans le milieu de « la résistance », même les intellectuels se laissèrent parfois emporter par les émotions du moment, et chaque imprudence donna malheureusement des munitions aux libéraux. A deux reprises par exemple, en 2011 et 2012, Bai Yansong (1968), présentateur important à la CCTV, s'en prit dans son programme à Kong Qingdong (1964), professeur à l'Université de Pékin, puis à Han Deqiang (1967), professeur à l'Université Beihang, tous deux « gauchistes » connus. Haut de son plateau de télévision national, Bai martela contre le premier pour son soutien aux habitants dans le Nord-Est ayant détruit un monument dédié aux colonialistes japonais, et le second pour avoir perdu le sang-froid face à des propos injurieux envers Mao Zedong dans une foule de manifestants. Kong fut qualifié par Bai d'« instigateur d'émeute » et Han, de « traître de la nation ». Une revue para-académique, *Lire* (*dushu*), sous la direction de Wang Hui (1959), son rédacteur en chef de 1996 à

2007, fit connaître aux lecteurs chinois les théoriciens majeurs de la gauche critique du néolibéralisme triomphant, de Samir Amin à Slavoj Žižek, en passant par Immanuel Wallerstein. En mars 2010, un certain Wang Binbin (1962), professeur en littérature, accusa Wang Hui de plagiat dans sa thèse sur Lu Xun faite plus de vingt ans auparavant. L'incident muta en un événement international, plus de cent chercheurs et universitaires étrangers et chinois signèrent une lettre ouverte en défense de Wang Hui, argumentant qu'il s'agit plutôt de citations non régularisées tout à fait admissibles dans les années 1980 et 1990. Il est difficile de ne pas voir là-dedans une tentative du bloc libéral de discréditer un leader du camp opposé. De telles disputes, si réchauffées fussent-elles, n'eurent pas beaucoup de répercussions au-delà des cercles scolaires restreints. De la génération 1960, il y eut un petit nombre d'écrivains, d'artistes, qui résistèrent au néolibéralisme à travers leur œuvre. *Trois corps*, science-fiction en trilogie de Liu Cixin (1963), dont les volumes parurent en 2006, 2008 et 2010, critiqua le monde occidental où règne la loi de la jungle. En 2008, le feuilleton télé *Chez l'ennemi* de Jiang Wei (1962) émut une audience nationale par la force de la foi du protagoniste, un membre du Parti clandestin dans les années 1940. L'accueil chaleureux en 2010 du film *Que les balles volent* de Jiang Wen (1963) démontra l'attrait du thème de « la révolution pour la justice ». En 2009, un livre intitulé *La Chine mécontente* reproduisit le succès de *La Chine peut dire non* il y avait treize ans. Song Qiang (1964) fit partie des groupes d'auteurs de l'un et de l'autre bestseller. L'ouvrage de 2009 s'inquiéta de l'absence de « plan grandiose » de la nation, maintenant qu'une élite « à l'échine rompue » se contenterait du rôle de l'aide de camp aux Américains prêts à subjuguier le monde entier. La réaction passionnée des lecteurs suggéra que l'ouvrage eût bien le pouls de la population, que les soucis fussent partagés par le grand public. La suite des choses prouvera que ces mêmes préoccupations s'inscrivaient sur l'agenda de la direction du pays, également.

5. VERS « LA NOUVELLE ÈRE », DEPUIS 2013

Au moment de la transmission du pouvoir central fin 2012 début 2013, les Chinois étaient bien conscients, et les dirigeants du pays encore plus que tout autre, que la réforme se trouvait à un carrefour : d'une part, la Chine est devenue un vrai colosse économique, ayant dépassé les Etats-Unis en manufacture en 2010, en import-export en 2013, en parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2014 ; d'autre part, le pays était allé si loin sur la piste néolibérale que le socialisme à la chinoise risquait de se dénaturer. Dès le 29 novembre 2012, lors d'une visite au Musée national, Xi Jinping, nouvellement élu secrétaire général du Parti au 18^e Congrès, a avancé le concept du « rêve chinois », terme capsule rappelant l'ultime but de la réforme, à savoir le grand renouveau national. Et « la nation » veut dire, sinon tout le monde, la plus grande majorité de la population. A partir de là jusqu'à la sortie du rapport du 19^e Congrès du PCC en 2017 qui a déclaré que la Chine entre désormais dans « la nouvelle ère du socialisme à la chinoise », s'est déroulé un processus de réajustement. L'administration de Xi Jinping a mis un frein au néolibéralisme, prenant coup sur coup des mesures à remédier aux problèmes les plus pressants : la corruption des élites et le « fondamentalisme du marché ». Le PCC s'est opéré sur les gangrènes de son propre corps, à la grande satisfaction des citoyens ordinaires. Des cadres locaux en bas jusqu'aux dignitaires les plus haut placés comme d'anciens vice-présidents de la Commission militaire centrale, nul n'était censé échapper à la discipline du Parti ni à la justice. L'économie qui entre depuis 2013 dans la phase de la « nouvelle normalité » insiste à « faire jouer le gouvernement » tout en donnant au marché le rôle « décisif ». De 2018 à 2020, une campagne anti-mafia vise la connivence entre des gouvernements et des malfaiteurs locaux. Grâce aux mesures bien ciblées mises en œuvre par des envoyés spéciaux travaillant assidûment auprès des plus démunis souvent dans les régions montagneuses de l'Ouest, en fin de l'année 2020, la Chine a déclaré avoir éradiqué la pauvreté absolue dans le pays entier. Pendant la deuxième décennie du siècle, la Chine continue à obtenir d'importants résultats scientifiques et technologiques dans les domaines tels que le vol spatial habité, l'exploration lunaire, l'ingénierie en mer profonde, le supercalcul et l'information quantique. En industrie aussi la Chine rattrape à grandes enjambées, incessamment progressant dans la chaîne de valeur jusqu'à devenir leader dans plusieurs secteurs. Globalement parlant, le virage à gauche de la réforme depuis 2013 réussit à fédérer le peuple en répondant à ses attentes et souhaits. Le « plan grandiose » auquel aspiraient certains en fin de l'époque Hu-Wen revient avec force. Le moral de la population remonte, la confiance en l'avenir du pays s'accroît. Par rapport à la décennie Hu-Wen où les libéraux « intellos publics » faisaient la pluie et le beau temps, à la nouvelle ère l'appellation devient une étiquette négative. Des troubles sociaux et politiques à Hong Kong et à Taiwan sont vus par Pékin avec aplomb, telles des branches malades de l'arbre qui n'affectent pas vraiment la santé du

trunc. Comme un indice de l'état d'esprit de la période, jusqu'en 2021, parmi les dix films les plus élevés au box-office dans l'histoire du cinéma chinois, *La bataille au lac Changjin* (2021) vient en tête, *Loup guerrier II* (2017) en deuxième place, *La Terre errante* (2019) en cinquième, *Opération Mer rouge* (2018) en septième, *Ma patrie et moi* (2019) en dixième. Les Chinois plébiscitent les ouvrages qui font vibrer la corde patriotique. Même la surprise du Covid-19 n'a pas vraiment perturbé l'élan national. Le premier pays du monde à repérer l'épidémie en fin d'année 2019, la Chine a souffert une courte période de confinement strict avant de mettre la situation sous contrôle grâce aux efforts conjoints d'un gouvernement et d'une population qui priorisent la vie humaine avant tout autre chose. Au centenaire du PCC célébré solennellement sur la place Tian'anmen le 1^{er} juillet 2021, il est annoncé que la Chine a atteint l'objectif de l'édification d'une société de moyenne aisance. Un nouveau concept, la « prospérité commune », est avancé. Néanmoins le monde du gros business lié aux capitaux mondiaux résiste avec ténacité, des secteurs qui ont réalisé le monopole défendant leurs privilèges par tous moyens, comme on verra plus en détail. Le 12 novembre 2021, le 6^e plénum du 19^e Comité central du PCC a voté la *Résolution sur les réalisations majeures et le bilan historique des cent années de la lutte du Parti* divisant en quatre l'histoire du Parti qui est largement l'histoire même de la Chine moderne : la révolution menant à l'établissement de la République, la construction socialiste jusqu'à 1976, la réforme commençant en 1978, et la nouvelle ère depuis 2017. Le socialisme à la chinoise ramené sur la bonne piste se donne la tâche de réduire davantage l'inégalité en richesses et conditions pour une société au partage plus équitable.

Sur la scène internationale la Chine propose le concept de « la communauté avec un avenir partagé pour l'humanité », aspirant aux relations plus égalitaires et coopératives entre les pays. Les Nouvelles routes de la soie (« l'initiative Ceinture et Route », Belt and Road Initiative (BRI) en anglais) lancées en 2015 se conçoivent comme des voies reliant les économies qui peuvent être complémentaires les unes aux autres le long des trajets continentaux ou maritimes. La Chine soucieuse de sa responsabilité de grande puissance est différemment accueillie : tandis que les pays en voie de développement répondent souvent avec enthousiasme aux appels chinois, l'Occident voit la montée de la Chine avec inquiétude ; l'USA, surtout, prend la Chine comme un adversaire qui menace sa suprématie. En vain les Chinois répètent que le monde ne doit pas fonctionner la manière d'un jeu à somme nulle, l'Amérique affiche une hostilité résolue et cela à travers la succession des trois présidents Obama, Trump et Biden. Le consensus des élites américaines d'endiguer la Chine s'exécute non sans à-coups en raison du clivage partisan. Le Washington d'Obama s'est joint, par exemple, à l'organisation Partenaire de commerce de la Pacifique (TPP en anglais) dans le but d'en faire un système parallèle à l'OMC excluant la Chine. Mais dès son arrivée à la Maison blanche Trump s'est retiré du TPP jetant par la fenêtre huit ans d'efforts de son prédécesseur. Jugeant la « stratégie de contact » une défaite, l'administration Trump a entrepris un « découplage » d'avec la Chine tous azimuts. En commerce, les droits de douane ont été augmentés sur les produits chinois ; en technologie, des blocages et des sanctions sur les compagnies chinoises pour casser la dynamique de leur montée en gamme ; en communication, des propagandes accusant la Chine de cyberespionnage commercial. L'offensive trumpienne protectionniste et unilatérale, souvent en violation des règles du commerce international, n'a eu que de piètres résultats au bout de trois ans, de sorte que l'équipe Biden s'y prend autrement en tâchant de former des alliances antichinoises, en témoignent la consolidation du QUAD avec l'Australie, l'Inde et le Japon en 2017, et la naissance de l'AUKUS avec l'Australie et le Royaume-Uni en 2021. L'Europe, quant à elle, n'a pas attendu l'enrôlement américain pour qualifier la Chine de « concurrent économique » et « rival systémique » dans le rapport de la Commission européenne sorti en 2019. En 2021, l'Union européenne présente le plan « Global Gateway » comme la contrepartie des Nouvelles routes de la soie. Si le facteur imprévu du Covid-19 apporte des incertitudes à tous pays, il ne joue pas à la faveur de l'Occident, qui tarde à se rétablir sous les vagues incessantes, ni aux pays comme l'Inde et le Viêtnam qui avaient ambitionné de remplacer la Chine au début de la crise sanitaire seulement pour se retrouver ensuite paralysés à leur tour, ce qui rend la Chine encore plus indispensable dans la chaîne de l'offre mondiale.

Pendant la période de 2013 à 2022, les plus jeunes de la génération 1960 vont de 44 à 53 ans, les plus âgés, de 53 à 62 ans. Occupant des postes clés dans tous les quatre sphères, gouvernement, médias, industrie et académie, la génération 1960 aurait été la force principale de l'édification de la nouvelle ère qui exige la défense des intérêts populaires et l'affrontement à l'animosité occidentale. Malheureusement, une proportion considérable de la génération 1960, convertie au néolibéralisme, est

incapable de s'aligner, ni à l'idée ni à l'action, sur « le rêve chinois ». Pour mener à bien la cause du renouveau national, les autorités centrales se préoccupent de disposer d'effectifs de bon aloi, d'où le passage au tamis constant sur les responsables supérieurs civils et militaires. S'opèrent alors dans cette décennie des choix, des tris et des remplacements. Le départ des éléments centrifuges peut être volontaire ou forcé suite aux luttes acharnées parfois invisibles du grand public. Comme résultat, pour les postes de chefs, il n'est pas rare de voir la génération 1950 servir d'ancre de bossoir, et de plus en plus fréquente est l'émergence de personnes nées dans les années 1970 et même 1980. A la rencontre dans l'Alaska en mars 2021, le monde entier a vu deux vétérans, Yang Jiechi (1950), membre du Bureau politique du Comité central du PCC et Wang Yi (1953), conseiller d'Etat et ministre des Affaires étrangères, réprimander leurs interlocuteurs américains. Pour beaucoup de Chinois, l'esprit de la nouvelle ère se trouve surtout chez le groupe de jeunes porte-parole du ministère des Affaires étrangères ces dernières années, comme Hua Chunying (1970), maintenant assistante au ministre des Affaires étrangères, Geng Shuang (1973), maintenant représentant permanent adjoint de la Chine auprès des Nations Unies, Zhao Lijian (1972), maintenant directeur adjoint du département de l'information du ministère des Affaires étrangères, et Wang Wenbin (1971). Depuis 2013, cinq campagnes d'éducation sont organisées rappelant aux membres du Parti de « rester fidèle à l'engagement initial ». Le fameux séminaire collaborateur sino-américain, de formation de fonctionnaires haut niveau que nous avons mentionné dans la partie sur les années 2002-2012, s'arrête après la 13^e édition en 2015. Les cadres en poste de direction à tous les échelons ont désormais comme guide de leur travail *De la gouvernance de la Chine*, œuvre de Xi Jinping, dont les trois volumes voient le jour en 2014, 2017 et 2020 successivement. Le Parti rend plus strictes la discipline politique et la discipline organisationnelle, et frappe les enfrenseurs sans discrimination. Pour qu'on se fasse une idée : depuis le début de la réforme jusqu'à la veille du 18^e Congrès du Parti en 2012, chaque année 0,1 million de membres du PCC étaient sanctionnés conformément à la discipline ; du 18^e Congrès à la veille du 19^e Congrès en 2017, le chiffre annuel monte à 0,3 million ; depuis le 19^e Congrès, le nombre atteint 0,6 million chaque année. Une « victoire écrasante » dans la lutte contre la corruption a été remportée durant les cinq ans entre 2012 et 2017, poursuivant et traduisant en justice des « tigres » de haut rang, des « renards » fugitifs, et des « mouches » d'échelons inférieurs. De la génération 1960, un cas emblématique est Sun Zhengcai (1963). Jeune cadre prometteur devenu un des vingt-cinq membres du Bureau politique du 18^e Comité central en 2012, Sun a fait l'objet d'enquête en juillet 2017 pour être ensuite condamné à la prison à vie. Des efforts législatifs aboutissent à la promulgation en mars 2018 de la Loi sur la supervision : des commissions de supervision installées aux niveaux national, provincial, municipal et de district, qui travaillent de manière indépendante, réalisent une couverture totale de la supervision de tous les fonctionnaires qui exercent des pouvoirs publics. La loi fait un pas décisif vers la promotion de « la gouvernance de l'Etat en vertu de la loi », rhétorique intentionnellement différente de celle de « l'Etat de droit » à l'occidentale prônée par le camp libéral. Sur le site web conjoint de la Commission centrale de contrôle de la discipline (CCCD) du PCC et la Commission nationale de surveillance de Chine, la liste des fonctionnaires sanctionnés, mise à jour en temps réel, s'allonge de façon spectaculaire, témoignant de la fermeté et de l'efficacité du travail de supervision. La chute en août 2021 de Zhou Jiangyong (1967), secrétaire du Parti de la municipalité de Hangzhou du Zhejiang, impressionne par l'importance du poste et le jeune âge du successeur, Liu Jie (1970). Après l'arrestation et la poursuite en justice des deux anciens vice-présidents de la Commission militaire centrale Xu Caihou (1943) et Guo Boxiong (1942) pour violation de la discipline et des lois, la réforme des forces militaires a démarré en 2015 afin de forger une armée qui sache « combattre et vaincre », en mettant sur pied des organes de commandement hautement efficaces pour des opérations interarmées menées au niveau des zones de commandement. Du nouveau sang a été injecté dans les hauts rangs militaires : parmi les trente-huit généraux promus entre 2016 et 2021, treize sont nés dans les années 1960. En septembre 2021, à Zhurihe, base d'entraînement militaire, se déroule une manœuvre de forces composites, la première depuis que Liu Zhenli (1964) devient commandant général de l'Armée de terre. Si Liu a été le plus jeune général à son âge de promotion, le colonel Man Guangzhi (1974), commandeur de l'armée bleue à Zhurihe dès 2014, a la réputation de « l'homme le plus voulu » de l'Armée populaire de libération (APL), parce qu'il avait battu 32 fois l'armée rouge pour les 33 premiers combats simulés. La jeune génération d'élite des forces militaires joue déjà le rôle de pionnier dans la mécanisation et l'informatisation de l'armée.

Dans l'académie, l'épanouissement des sciences dures et de l'ingénierie contraste avec l'inertie des sciences sociales et humaines. Quant aux dépenses en recherche et développement (R&D) de l'année 2019, par exemple, la Chine représente 22% du chiffre mondial, contre 27% des Etats-Unis, tous deux dépassant de loin le reste des pays du monde. L'entreprise aérospatiale se poursuit au tempo accéléré, de jeunes astronautes comme Tang Hongbo (1975), Chen Dong (1978) et Wang Yanan (1980) effectuent des missions dans l'espace accompagnés des collègues expérimentés comme Nie Haisheng (1964), Zhai Zhigang (1966), et Liu Boming (1966). Yuan Jiajun (1962), ancien responsable du programme Shenzhou, devient en 2014 gouverneur puis secrétaire du Parti de la province du Zhejiang. En 2017, Yang Wei (1963), concepteur de l'avion de chasse furtif Chengdu J-20 a été élu membre de l'Académie des sciences de Chine. Grâce à l'intérêt du grand public, des scientifiques sortent de l'obscurité pour devenir personnalités connues, tels que Ma Weiming (1960), responsable du système de catapulte électromagnétique, et Pan Jianwei (1970), spécialiste en communication quantique. D'anciens *haigui* comme Shi Yigong (1967) et Rao Yi (1962) réalisent leur rêve d'éducateur en mettant sur pied l'Université Westlake en 2018, un établissement privé que ses fondateurs veulent rendre un jour au premier rang mondial. La crise du Covid-19 offre l'occasion de faire voir l'avance chinoise en infectiologie chez Zhang Wenhong (1969), en science biopharmaceutique chez Chen Wei (1966), cheffe d'équipe de recherche de vaccins et membre de l'Académie des ingénieries de Chine depuis 2019. En 2020, Zhu Songchun (1968), autorité mondiale en vision par ordinateur et trois fois lauréat du Prix Marr, l'un des prix les plus prestigieux en la matière, laisse derrière ses 28 ans passés aux Etats-Unis pour être directeur de l'Institut de l'Intelligence artificielle à l'Université de Pékin. En comparaison, les sciences humaines et sociales tardent à répondre à l'appel de l'époque. Au mois de mai 2013, He Weifang (1960), figure représentative des récalcitrants, dans son interview accordée au journal singapouréen *Zaobao* a déclaré que son « rêve chinois » était de voir le PCC évoluer vers un parti socialiste démocratique, au modèle scandinave. Mais les libéraux doivent se résigner au fait qu'ils ne peuvent plus imposer leur opinion, surtout pas auprès des jeunes. En 2015, une conférence de He a été protestée par les étudiants de l'institution d'accueil, l'Université de sciences et technologie de Chine, pour être ensuite annulée. D'autres disciplines en sciences sociales et humaines présentent la même distribution d'âge : la génération 1960 est éclipsée par leurs aînés et leurs cadets. En relations internationales, Yan Xuetong (1952), fondateur de la théorie du « réalisme moral » et directeur de la Faculté des relations internationales de l'Université Tsinghua, reste autoritaire. Jin Canrong (1962), directeur adjoint de la Faculté des relations internationales de l'Université Renmin, qui avait opiné que les relations sino-américaines « ne peuvent être ni trop bonnes ni trop mauvaises », est moins écouté que Shen Yi (1976), politologue à l'Université Fudan, qui attire de très nombreux fans. Parmi la pléthore de think tanks établis pendant cette période se distingue l'Institut Chine à l'Université Fudan où, depuis 2015, Zhang Weiwei (1957) le directeur raconte sa version de « l'histoire chinoise » avec dans son équipe des jeunes talents comme Fan Yongpeng (1976) et Yu Liang (1981), auxquels s'est joint récemment Song Luzheng (1969), chercheur indépendant vivant en France depuis vingt ans. En 2017, Hu Angang (1953), professeur titulaire d'économie à l'Université Tsinghua, a dit dans un colloque que selon ses études, la Chine avait surpassé les Etats-Unis en terme de « la capacité compréhensive nationale », un concept qu'il avait lui-même inventé dix ans auparavant. Des centaines d'anciens élèves de l'Université Tsinghua, dont la plupart sont nés dans les années 1960 et dont beaucoup vivaient à l'étranger, ont réagi violemment jusqu'à adresser une lettre ouverte à l'université pour que celle-ci renvoie Hu. Cette crise d'hystérie collective montre bien que, trente ans après, une bonne partie de la génération 1960 n'était toujours pas sortie de la mentalité de *l'Elégie du fleuve*. L'idée que la Chine prenne de l'avance des Etats-Unis serait impensable pour ces Chinois, qui sont les premiers à s'y opposer et à avoir une aversion extrême contre qui oserait en imaginer la possibilité. Dès que Trump a déclenché la « guerre commerciale » en 2018, des voix défaitistes ont appelé les autorités chinoises à « capituler au plus vite », puisque de toute façon « la Chine n'aurait aucune chance de gagner ». A la lumière de ces incidents, la conférence nationale sur l'éducation tenue en septembre 2018 s'avèrerait significative. Les questions « quels talents doit former l'éducation et pour qui doit-elle former les talents ? » se posent moins aux élèves qu'aux présidents, chefs de faculté et professeurs dont la plupart est de la génération 1960.

Dans les médias, si l'opinion publique est largement « immunisée » contre la rhétorique néolibérale, les organes officiels sont lents à marcher au même rythme. Parmi l'élite professionnelle, il manque de gens qui approuvent sincèrement l'esprit de la nouvelle ère. Dès la transmission du pouvoir politique

en 2012, une exode a eu lieu à la CCTV et à l'agence Xinhua, parmi d'autres organismes nationaux. Des journalistes et des présentateurs de poids s'estimant incapables d'embrasser les valeurs de l'époque de Xi Jinping font ce geste de rupture en matière d'idéologie. Ironiquement beaucoup d'entre eux deviennent administrateurs indépendants au sein des conseils d'administration de sociétés financières, grâce à leurs réseaux acquis pendant les années. Sur la scène internationale, des médias chinois installés à l'étranger n'ont qu'une voix faible, à part le phénoménalement combatif Chen Weihua (1963), correspondant en chef de *China Daily* aux Etats-Unis puis en Europe, de sorte que c'est les diplomates qui se mettent sur le devant défendant la position chinoise à tour de bras. Lu Shaye (1964), ambassadeur chinois au Canada de 2017 à 2019 puis en France depuis 2019, fait figure exceptionnelle de sa génération, tandis qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, où le travail est particulièrement ardu, Cui Tiankai (1952) et Liu Xiaoming (1956) ont dû tenir leur poste d'ambassadeur jusqu'en 2021, avant de pouvoir passer le relais à Qin Gang (1965) et à Zheng Zeguang (1963) respectivement. A l'intérieur, *Xinjingbao* continue de pratiquer la désinformation du pire genre, multipliant la diffamation, la distortion des faits, l'atteinte aux renseignements personnels, malgré l'indignation générale et de nombreuses protestations des lecteurs. Ce n'est qu'en 2019 que Dai Zigeng (1963), le président du titre de 2003 jusqu'à 2017, est mis à l'examen par la justice, puis condamné en 2021 à huit ans de prison pour l'acceptation de pots-de-vin. Un autre cas intéressant peut être Hu Xijin (1960). Rédacteur en chef depuis 2005 du *Global Times* affilié au *Quotidien du peuple*, Hu est aux yeux des libéraux un « chien de garde » du PCC. La « vraie gauche » a cependant en horreur ce caméléon incapable de prendre la position du peuple. Une lecture attentive de ses écrits — étant donné ses éditoriaux et son omniprésence sur Weibo — révèle un individu schizophrénique bien typique de la génération 1960. En décembre 2021 Hu prend sa retraite, lui succède Fan Zhengwei (1980), éditeur bien trempé au *Quotidien du peuple* où il travaille depuis 2006. Ce sera à la jeune génération de remettre les pendules à l'heure sans état d'âme. Au début de l'époque, les réseaux sociaux deviennent un terrain de bataille important de la lutte idéologique. Weibo, sous la direction de son PDG depuis 2014, Cao Guowei (1965), de nationalité américaine, est de facto le quartier général des libéraux, supprimant à l'envie les posts qui ne sont pas à leur goût, y compris ceux du compte du Comité central de la Ligue de la jeunesse communiste, et ceux du Ziguangge, le compte du Commission de travail des organes centraux de Chine. Cependant, au fur et à mesure que le recours aux dispositifs mobiles se généralise pour tous les médias, Weibo se voit confisquer le rôle de décideur de l'agenda des sujets de discussion en ligne. La multitude de plateformes rend difficile le monopole de voix : quand quelque 1,01 milliard de smartphonautes chinois, tous âges confondus, ont la possibilité de choisir et de s'exprimer, le vrai « mainstream » s'impose. En plus, les années 2010 voient la croissance exponentielle de la vidéo sur internet. Par rapport au format court de moins d'une minute plutôt pour amuser et s'amuser, la vidéo de durée moyenne, de 1 à 30 minutes, suffisamment longue pour un exposé argumentatif, devient énormément dynamique en Chine comme un outil de propagation d'opinion. Le site bilibili.com, par exemple, né en 2010, se métamorphose en moins de dix ans d'une communauté restreinte des passionnés pour les animations japonaises comme son créateur Xu Yi (1989), en la plateforme préférée des jeunes grâce aux vidéos au contenu généré par les professionnels et les utilisateurs (PUGC en anglais) et à son interface qui fait paraître les commentaires des lecteurs sur l'écran en temps réel (*danmu*). Ouvrir une chaîne sur le « site B » est presque incontournable pour atteindre une audience nationale. A en juger par les chiffres, les figures d'« énergie positive » jouissent de la plus grande popularité, telles que le contre-amiral et théoricien militaire Zhang Zhaozhong (1952), le politologue Shen Yi (1976) et l'économiste Di Dongsheng (1976). A l'heure actuelle, un écosystème ouvert pluraliste en Chine permet la présence d'une même vidéo sur plusieurs plateformes majeures à la fois, ce qui maximise l'exposition du contenu, et sur tous les sites vidéo, la catégorie « commentaires d'actualités politiques » est parmi les plus suivies. Depuis la seconde moitié des années 2010, les vidéos de qualité de véritables experts mais aussi d'utilisateurs amateurs démocratisent l'accès aux débats d'intérêt national pour la masse populaire à l'occasion des événements importants, que ce soit les perturbations à Hong Kong, les conflits sino-américains, ou l'épidémie du Covid-19, en parallèle des médias officiels moins alertes à la sensibilité des simples citoyens. En même temps, la chute libre de la réputation des libéraux ne manque pas de se manifester dans la phère médiatique, comme on voit en juin 2020, quand Gao Xiaosong (1969), « intello public » emblématique, a été hué et littéralement chassé d'une émission en ligne.

C'est dans les domaines économique et industriel que la génération 1960 s'éloigne le plus de la « carte de route » nationale. La nouvelle ère en est une où la « capacité compréhensive nationale » de

la Chine croît tellement que la direction centrale parle de « changement qu'on n'a pas vu depuis cent ans ». L'ambitieux programme « Fabriqué en Chine 2025 » annoncé en 2015, vise le comblement de lacunes pour réaliser l'autosuffisance technologique sur 70% des composants et matériaux clés pour la date planifiée. Au niveau stratégique pour une économie plus équilibrée, l'immobilier et le e-commerce, en plein essor, ne sont pas les premières priorités. C'est pourtant dans ces deux secteurs que des milliardaires de la génération 1960, profondément impliqués au capital mondial, déploient des énergies redoutables à la défense des intérêts de leur classe, une bourgeoisie de facto, jusqu'à afficher publiquement une attitude défiante vis-à-vis des autorités chinoises. En 2014, le couple patron du groupe SOHO, grand promoteur immobilier, Pan Shiyi (1963) et sa femme Zhang Xin (1965), font un don de 15 millions de dollars à l'Université Harvard, et 10 millions de dollars à l'Université Yale. Zhang Xin proclame dans l'émission *60 minutes* sur la chaîne américaine CBS que le peuple chinois « n'aspire ni à la nourriture, ni au logement, mais à la démocratie ». Vers le milieu des années 2010, les géants tech se disputent les parts d'un marché qu'ils rendent de moins en moins « socialiste ». L'accès aux mégadonnées, le recours à l'informatique en nuage, ainsi que la sophistication de l'algorithme, ces moyens de technologie risquent de mener à la surexploitation des travailleurs et à la manipulation des consommateurs. Un grand nombre de services de crédit incitent les gens à s'endetter par l'emprunt de petite somme pour alimenter la consommation. Au nom de la soi-disant « économie de partage », des busines de location de véhicules ou d'achat en groupe comme Hello, Didi et Pinduoduo (PDD) se livrent à la guerre des prix par des subventions énormes pour éliminer les concurrents avant de réaliser le monopole. Dans toutes ces opérations les capitaux internationaux s'engagent lourdement et emportent parfois la part de lion des profits. Depuis 2018, suite à l'attaque que Washington lance sur la Chine, non seulement on voit l'évaporation de la « Chimerica », mais aussi le « découplage » voulu par les Etats-Unis force les parties, que ce soit les entreprise ou les individus, à choisir leur camp, de façon explicite. Qui s'étonnerait que les deux fils de Pan Shiyi et Zhang Xin intègrent Yale et Harvard en 2018 et 2019 ? En juin 2021, le couple a vendu SOHO Chine à Blackstone, firme d'investissement américaine, effectuant le retrait presque total de la Chine. La guerre commerciale offre l'occasion à beaucoup de Chinois de se rendre compte que leur pays occupe déjà le premier rang du monde dans un nombre de secteurs, comme la 5G en télécommunication, et l'intelligence artificielle. La liste des compagnies sanctionnées par les Etats-Unis, qui s'allonge au fil du temps, est aux yeux des Chinois un véritable palmarès avec des champions comme Huawei, leader en technologie du 5G, ZTE, équipementier en communication, et DJI, fabricant de drones etc. En contraste, le groupe Levono qui n'est pas listé, dont le PDG Yang Yuanqing (1969) s'empresse de dire en 2018 que « Levono n'est pas une entreprise chinoise mais internationale », s'attire de féroces critiques. Le géant composite ayant acquis la section des ordinateurs d'IBM et celle de la téléphonie mobile de Motorola, qui privilège toujours le marché américain et à qui on reproche non sans raison « l'esprit comprador », voit réduire la marge de jouer double jeu. D'une façon bien chinoise, le terme « fabriquer en Chine 2025 » disparaît du discours officiel public tout d'un coup, en réponse des accusations d'« agressivité », sans pour autant que les efforts en pratique diminuent. Désormais l'« innovation » doit être le moteur idéal de l'économie. L'engouement des grands joueurs tech pour l'innovation financière, cependant, dévie de ce que souhaite exactement la stratégie nationale. Le cas du groupe Alibaba en donne une illustration. Né en 1999, le groupe ne cesse de prendre de l'ampleur durant presque vingt ans, dans un environnement libre et libéral, les régulations étant inexistantes à l'égard du secteur de l'informatique. Alipay, système de paiement en ligne d'Alibaba lancé en octobre 2004, grandit vite pour devenir une entreprise extraordinaire, dans le sens étymologique du mot, car Alipay constitue un système indépendant, parallèle au système de banque chinois national, phénomène inédit et impensable avant l'âge numérique. Ma Yun (1964), président du groupe, répertorié souvent l'homme le plus riche de Chine, est mis sur un piédestal par les médias comme l'incarnation de l'esprit d'entrepreneur. Il se trouve au centre d'un réseau tentaculaire national et international, en tant que membre actif des cliques de magnats comme le Club mont Taishan et l'Université Hupan, et pair de Bill Gates et de Warren Buffett avec lesquels il pose devant les caméras de presse du monde. L'élan du géant continue dans la logique du business sans être affecté par la transmission du pouvoir politique de l'époque de Hu à l'époque de Xi : Alibaba est entré à la Bourse de Hong Kong en novembre 2007, puis à la Bourse de New-York en septembre 2014. A partir de 2013, le groupe se lance dans la « fintech » en créant la filiale Ant Financial qui propose une variété de services y compris entre autres une banque en ligne, une application de gestion de

patrimoine, un service d'analyse de score de crédit. Grisé de son succès, Ma Yun dans ses speeches publics réprimande d'une part les banques chinoises pour « ne savoir que prêter » sans oser de prendre de risque, et s'oppose d'autre part à toute éventualité de régulation venue des autorités. En juillet 2020, Ant Financial change son nom en Ant Group, et s'apprête à entrer à la Bourse de Shanghai avec en vue la plus grande levée de fonds de l'histoire montant à 34 milliards de dollars. A la veille de son arrivée sur le marché financier, cependant, le 3 novembre 2020, les régulateurs chinois ont stoppé *in extremis* cette colossale introduction. Aux yeux des autorités, Ant Group avait franchi la ligne rouge en ayant recours à la titrisation pour réaliser un effet du levier centuplé, manœuvre qui ferait une bombe à retardement car en cas de crise il n'existe actuellement aucun mécanisme pour rendre responsable Ant Group. Permettre à une entreprise de spéculation financière de se coter sur la plateforme dédiée à la science et à l'innovation technologique de la Bourse de Shanghai (SSE STAR) serait encourager une tendance malsaine. Lorsqu'en 2021 Zhou Jiangyong, secrétaire de la municipalité de Hangzhou où siège le quartier général d'Alibaba, est accusé d'être « de connivence avec le capital » dont « l'expansion débridée » pose des « risques systémiques », on voit bien que le bras de fer entre le gouvernement central et le géant tech persiste. A la différence des mastodontes américains « trop grands pour faire faillite », en Chine le capital doit être au service de l'Etat et non l'inverse.

6. CONCLUSION

Parcourant la trajectoire de la génération 1960 depuis quatre décennies, nous avons démontré comment, en tant que produit de l'Histoire, l'élite de cette génération a été marquée par la théorie de la modernisation dans leur jeunesse, de sorte qu'elle se définit par rapport au monde occidental surtout aux Etats-Unis. Le néolibéralisme, l'idéologie dominante depuis les années 1980, appose un « tampon au cerveau » sur des membres de la génération 1960, à un tel point que ceux-là, qu'ils poursuivent une carrière bureaucratique, médiatique, industrielle ou universitaire, considèrent le modèle américain non seulement comme l'exemple à reproduire, mais aussi comme la seule possibilité de l'idéal à atteindre. Or la réforme chinoise a pour l'objectif de rétablir la nation au statut de grande puissance, en choisissant sa propre voie, une voie alternative à celle occidentale, appelée le socialisme à la chinoise. De 2008 à 2018, les « dix ans cruciaux » pour les relations sino-américaines [14] enjambant l'époque de Hu Jintao et celle de Xi Jinping, la Chine s'est affermie dans la conviction de son choix, s'est apprêtée aux luttes acharnées à venir initiées par les Etats-Unis. Des autorités suprêmes aux masses populaires, la majorité des Chinois se sont alignés sur la stratégie nationale, mais une grande partie de la génération 1960 n'a pas voulu le faire, ce qui fait d'elle le maillon le plus faible de la chaîne. Le pouvoir central se rend bien compte de l'inadéquation de la génération 1960. Pendant les sessions annuelles de la 13^e Assemblée populaire nationale (APN) et de la 13^e Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) déroulées en mars 2021 à Pékin, lors d'une rencontre avec les représentants, Xi Jinping, lui-même de la génération 1950, a dit que « pour les générations 1970, 1980, 1990 et 2000, il va de soi que la Chine traite avec le monde sur un pied d'égalité ». L'absence flagrante de la génération 1960 dans cet énoncé du point de vue démographique contient un message on ne peut plus clair : sur le navire chinois qui s'aventurera dans les zones d'eaux dangereuses entre de nombreux écueils, la génération 1960 ne sera ni la figure de proue, ni l'homme de barre, étant donné l'immensité de l'enjeu de la navigation aussi bien pour la nation chinoise que pour l'humanité tout entière.

REFERENCES

- [1] Zhong, X. *Mainstream Culture Refocused: Television Drama, Society, and the Production of Meaning in the Reform Era China*. Honolulu: University of Hawaii Press, 2010
- [2] Dirlik, A. Postsocialism? Reflections on “socialism with Chinese characteristics”. In: *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, 1989, 21(1), pp. 33-44.
- [3] Wang, H. The 1989 social movement and the historical origins of neo-liberalism in China. Trans. Karl, R. E. In: *Positions: East Asia Cultures Critique*. 2004, 1, pp. 7-70.
- [4] Latham, M. E. *Modernization as Ideology. American Social Science and “Nation Building” in the Kennedy Era*. Chapel Hill, NC: The University of North Carolina Press, 2000.
- [5] Harvey, D. *A brief history of Neoliberalism*. Oxford: Oxford University Press, 2005.
- [6] He, G. *Bashi niandai zhishi dangan* [Archives du savoir des années 1980]. Pékin: Presse de l'Université de Pékin, 2008

- [7] Kaplan, J. *Farewell, Revolution: The Historians' Feud, France 1789/1989*. Ithaca, NY: Cornell University Press, 1996
- [8] Liu, K. *Globalization and Cultural Trends in China*. Honolulu: University of Hawaii Press, 2005.
- [9] Zhu, Y. *Two Billion Eyes. The Story of China Central Television*. New York, NY: The New Press, 2012.
- [10] Chakravarty, P., Schiller, D. Neoliberal Newspeak and Digital Capitalism in Crisis. In: *International Journal in Communication*, 2010, 4, pp. 670-692.
- [11] Ma, L., Ling, Z. *Jiaofeng dangdai zhongguo sanci sixiangjiefang shilu* [Confrontations. Les trois mouvements de libération de pensées en Chine contemporaine]. Pékin: Presse de la Chine d'aujourd'hui, 1998
- [12] Meng, Y. "Cultural China" and the Specter of Revolution. In: *Saudi Journal of Humanities and Social Sciences*, 2020, 5(6), pp. 305-313.
- [13] Li, C. *Bridging Minds Across the Pacific: The Sino-U.S. Educational Exchanges, 1978-2003*. Lexington Books, 2005.
- [14] Jiang, S. Zhongmei guanjian shinian - Xin luoma diguo yu xinde weida douzheng (Les dix ans cruciaux entre la Chine et les Etats-Unis : le nouvel empire romain et la nouvelle grande lutte). In: *Dongfang Journal*, 2020, 9, pp. 1-22.

AUTHOR'S BIOGRAPHY

Meng Yuqiu, holds a PhD in French Studies from the University of Washington in Seattle. She has taught French, English and Chinese in the United States and France, and is currently chair of the French program at Zhejiang International Studies University in Hangzhou, China. She has published in Chinese, English and French in areas of French literature and cinema, Chinese contemporary society and culture, as well as translated works from French into Chinese and from Chinese into French.

Citation: MENG Yuqiu. "LA Réforme Chinoise Et La Question De La Génération 1960" *International Journal of Humanities Social Sciences and Education (IJHSSE)*, vol 9, no. 5, 2022, pp.19-36. doi: <https://doi.org/10.20431/2349-0381.0905003>.

Copyright: © 2022 Authors. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.